

## Analyse du triangle croissance-inégalité-pauvreté dans les pays en développement : le rôle de la stabilité politique

GISCARD ASSOUMOU-ELLA

LABAT, Université Omar Bongo

[g.assoumouella@gmail.com](mailto:g.assoumouella@gmail.com)

STRELEY PAUL

N'NANG-NDONG

LABAT, Université Omar Bongo

[versenepaul47@gmail.com](mailto:versenepaul47@gmail.com)

### Résumé<sup>1</sup>

Nous examinons l'impact de la stabilité politique sur la relation entre la croissance économique, les inégalités de revenus et la pauvreté dans 23 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2003-2020. L'objectif de l'étude vise à déterminer si la stabilité politique peut modérer l'effet de la croissance et des inégalités sur la pauvreté. Pour cela, nous utilisons deux approches économétriques : le modèle GMM en système (Blundell et Bond, 1998) pour l'analyse linéaire et le modèle à effet de seuil (Hansen, 1999) pour l'analyse non linéaire. Les résultats montrent que plus un pays est stable politiquement, plus la croissance économique et la lutte contre les inégalités sont efficaces pour réduire l'extrême pauvreté. En outre, une croissance accompagnée d'une réduction des inégalités de revenus est nettement plus favorable aux pauvres. De plus, la stabilité politique agit comme un levier. Dans un environnement instable (en dessous des seuils calculés), la croissance peut profiter principalement aux élites et même exacerber la pauvreté. En revanche, au-dessus des seuils calculés, l'impact positif de la croissance et de la réduction des inégalités sur la pauvreté est démultiplié. Par conséquent, nous préconisons de renforcer la stabilité politique, de consolider les institutions et de garantir la transparence des décisions publiques pour permettre à la gouvernance de jouer pleinement son rôle dans la lutte durable contre l'extrême pauvreté.

**Mots clés :** *Stabilité politique et absence de violence ; Triangle croissance-inégalité-pauvreté ; Pays africains en développement*

### Abstract

We examine the impact of political stability on the relationship between economic growth, income inequality, and poverty in 23 sub-Saharan African countries over the period 2003-2020. The objective of the study is to determine whether political stability can moderate the effect of growth and inequality on poverty. To do this, we use two econometric approaches: the system GMM model (Blundell and Bond, 1998) for linear analysis and the threshold effect model (Hansen, 1999) for nonlinear analysis. The results show that the more politically stable a country is, the more effective economic growth and the fight against inequality are in reducing extreme poverty. Furthermore, growth accompanied by a reduction in income inequality is significantly more beneficial to the poor. In addition, political stability acts as a lever. In an unstable environment (below the calculated thresholds), growth can mainly benefit the elites and even exacerbate poverty. On the other hand, above the calculated thresholds, the positive impact of growth and inequality reduction on poverty is multiplied. Therefore, we recommend strengthening political stability, consolidating institutions, and ensuring transparency in public decision-making to enable governance to play its full role in the sustainable fight against extreme poverty.

**Keywords:** *Political stability and absence of violence; Growth-inequality-poverty triangle; African developing countries*

<sup>1</sup> Pour citer ce papier : Assoumou-Ella, G. & N'Nang-Ndong, S.P. (2026). Analyse du triangle croissance-inégalité-pauvreté dans les pays en développement : le rôle de la stabilité politique. *Modélisation & Analyse Economique*, Vol.1 n°1

## 1. Introduction

L'analyse du triangle *croissance-inégalité-pauvreté* englobe trois grands groupes de travaux : ceux qui analysent la causalité dans le sens *croissance-inégalité-pauvreté*, ceux qui se concentrent sur la causalité *inégalité-croissance-pauvreté*, et ceux qui intègrent le rôle de la gouvernance. Dans le premier groupe d'études, la croissance économique apparaît comme un remède efficace pour réduire les inégalités et la pauvreté pour certains auteurs (Déolalikar, 2002 ; Dollar et Kraay, 2002), tandis que pour d'autres, elle est un remède nécessaire mais insuffisant (Rangel et al. 2006 ; Stiglitz-Fitoussi-Sen, 2009). Il n'y a pas non plus de consensus dans le deuxième groupe d'études. En effet, les résultats montrent que les inégalités peuvent être un facteur d'augmentation de la pauvreté et de réduction de la croissance économique (Partridge, 2005 ; Rangel et al. 2006), mais aussi un obstacle à la réalisation de ce type de croissance économique (Persson et Tabellini, 1994 ; Panizza, 2002). Quant au rôle de la gouvernance, les travaux se concentrent sur son impact sur la croissance économique (Acemoglu et Verdier, 2000 ; Aidt, 2009 ; Johnson & al. 2011 ; Nur-tegin et Jakee, 2020), et sur les inégalités et la pauvreté (Clements et al. 2015 ; Caren et al. 2017 ; Cyrek, 2019 ; Turnovsky et Erauskin, 2021).

Notre étude se distingue de la littérature existante en allant au-delà des analyses séquentielles qui traitent séparément les relations entre croissance, inégalités et pauvreté. Alors que la plupart des travaux antérieurs (Dollar & Kraay, 2002 ; Bourguignon, 2004 ; Stiglitz-Fitoussi-Sen, 2009) se concentrent sur un lien unidirectionnel (soit de la croissance à la pauvreté, soit des inégalités à la croissance et à la pauvreté), nous proposons une approche intégrée qui examine l'effet conjoint de l'interaction entre croissance et inégalités sur la pauvreté, permettant ainsi de prendre en compte simultanément la causalité bidirectionnelle mise en évidence dans la littérature. Cette approche offre une lecture dynamique et bidirectionnelle du triangle *croissance-inégalité-pauvreté*, qui reste rarement explorée dans le contexte africain. En outre, contrairement aux études qui considèrent la gouvernance comme un simple déterminant direct de la croissance ou des inégalités (Acemoglu & Verdier, 2000 ; Méon & Sekkat, 2005 ; Benhabib et al. 1992), notre recherche met en évidence son rôle modérateur au sein de ce triangle. La gouvernance est ici mesurée à l'aide de l'indicateur de stabilité politique et d'absence de violence de la Banque mondiale, qui reflète la probabilité de troubles internes ou externes susceptibles d'affaiblir l'économie.

À l'aide du modèle GMM (Blundell et Bond, 1998), nous testons empiriquement si cette dimension de la gouvernance peut atténuer ou amplifier l'effet de l'interaction entre la croissance et les inégalités sur la pauvreté, à travers la création de variables d'interaction entre gouvernance et inégalités, et entre gouvernance et croissance économique. Enfin, l'utilisation du modèle à effet de seuil à la Hansen (1999) constitue une contribution méthodologique majeure, démontrant que l'impact de ces interactions sur la pauvreté varie en fonction du niveau de stabilité politique atteint par chaque pays. L'application empirique aux pays en développement africains caractérisés par une faible stabilité politique (indice moyen de -0,437), une forte inégalité (indice de Gini moyen de 56) et une pauvreté persistante (17 % de la population vivant en dessous du seuil d'extrême pauvreté) fournit ainsi une lecture contextualisée et innovante du rôle de la gouvernance dans le triangle *croissance-inégalité-pauvreté*.

Les résultats montrent que la croissance qui réduit les inégalités de revenus est favorable aux pauvres. La lutte contre les inégalités de revenus rend également la croissance favorable aux pauvres dans les pays de l'échantillon. De plus, l'effet bénéfique de la croissance économique et de la lutte contre les inégalités sur la réduction de la pauvreté est d'autant plus important que la stabilité politique du pays est grande. Ce résultat, obtenu à l'aide d'une modélisation

dynamique linéaire (Blundell et Bond, 1998), est confirmé par une modélisation à effet de seuil à la Hansen (1999), qui met en évidence l'effet non linéaire de la stabilité politique dans le triangle *croissance-inégalité-pauvreté*, les bénéfices en termes de réduction de la pauvreté étant supérieurs quand on se situe au-dessus des seuils trouvés. Les résultats soulignent par conséquent l'importance de la gouvernance dans les pays de l'échantillon pour parvenir à une croissance favorable aux pauvres, et qui réduit en même temps les inégalités.

Dans la suite de l'article, la deuxième section présente une revue de la littérature analysant l'évolution des travaux sur la causalité inverse entre la croissance économique, les inégalités et la pauvreté, et le rôle de la gouvernance. La troisième section est consacrée à l'analyse empirique, alors que la quatrième section conclut.

## 2. Causalité inverse entre croissance économique, inégalités et pauvreté

### 2.1. Causalité au sens *croissance-inégalité-pauvreté*

Dans les études sur la causalité entre *croissance, inégalités et pauvreté*, certaines analyses montrent que la croissance économique est un remède efficace pour réduire la pauvreté (Déolalikar, 2002 ; Dollar et Kraay, 2002), tandis que d'autres soutiennent qu'il s'agit d'un remède nécessaire mais insuffisant pour lutter efficacement contre la pauvreté (Rangel et al. 2006 ; Stiglitz-Fitoussi-Sen, 2009).

En effet, l'analyse libérale montre que si la croissance peut initialement créer des inégalités, elle profite par la suite aux pauvres. C'est la thèse défendue par la théorie *du ruissellement*, qui repose sur l'idée que les bénéfices de la croissance profitent d'abord aux riches. Ensuite, lorsque ceux-ci dépensent leurs gains, ils les transmettent aux pauvres via le *processus kaldorien*. La croissance est donc bonne pour les pauvres (Dollar et Kraay, 2002). Kuznets (1955) a résumé que la croissance économique réduit les inégalités après les avoir accrues au début du processus. Thomas Piketty (2014) utilise l'industrialisation pour clarifier ce résultat, montrant que les inégalités de revenus augmentent dans les premières phases de l'industrialisation, puis diminuent par la suite, à mesure qu'une plus grande partie de la population participe au processus de production. Dans une étude comparative de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique latine, Adeleye et al. (2020) montrent que la croissance économique contribue à la réduction de la pauvreté, bien que l'interaction entre la croissance et les inégalités puisse atténuer son impact sur la pauvreté.

Cependant, l'approche libérale symbolisée par le « *consensus de Washington* », selon laquelle la croissance économique était la seule solution pour lutter contre la pauvreté, a été fortement critiquée par la commission de Stiglitz-Fitoussi-Sen (2009).

Selon ces auteurs, la croissance seule ne donne pas une image claire de l'évolution de la pauvreté. C'est pourquoi ils insistent sur la nécessité d'observer une diminution des inégalités pour que la croissance puisse réellement être qualifiée de pro-pauvre. Lechhed et al. (2019) montrent que la croissance économique n'est pas suffisante pour éradiquer la pauvreté. Bien qu'elle soit une condition nécessaire, elle doit être combinée à la mise en œuvre d'actions et de politiques ciblées visant à réduire les inégalités actuelles et futures. Bourguignon (2004), pour sa part, montre que la pauvreté est fonction de la croissance économique, des inégalités et, enfin, de leur coexistence. Pour lui, la seule condition pour que la croissance réduise la pauvreté est que les inégalités soient stables ou en diminution. Une analyse empirique du Nigeria a obtenu des résultats allant dans le même sens, démontrant que la croissance économique peut exacerber les inégalités, avec un effet négatif sur la réduction de la pauvreté. En effet, elle profiterait

principalement aux groupes à revenus moyens et élevés, exacerbant les disparités économiques (Nuruddeen et al. 2014).

## 2.2. Causalité dans le sens *inégalités-croissance-pauvreté*

Dans les travaux examinant la causalité dans le sens *inégalités-croissance-pauvreté*, les résultats montrent que les inégalités peuvent être un facteur d'augmentation de la croissance économique réductrice de la pauvreté (Partridge & Rickman, 2005 ; Rangel et al. 2006), mais aussi un frein à la réalisation d'une croissance favorable aux pauvres (Persson et Tabellini, 1994 ; Panizza, 2000). Pour Voitchovsky (2005), les inégalités de revenus peuvent avoir des effets positifs sur la croissance économique en encourageant l'innovation et l'esprit d'entreprise, bien que ces effets puissent varier en fonction du contexte institutionnel et économique. Selon Okun (1975), les inégalités peuvent stimuler la croissance en incitant à l'effort, à l'innovation et à l'esprit d'entreprise. Pour cet auteur, le marché est à la fois inégalitaire et efficace. Par conséquent, la réduction des inégalités par rapport à l'équilibre du marché a un coût en termes d'efficacité.

Cependant, selon Aghion et al. (1999), les pauvres ont plus de difficultés à accéder au crédit. Des études récentes confirment que l'accès limité au crédit pour les plus pauvres entrave leur capacité à investir, ce qui freine à son tour la croissance économique. Aghion et al. (2019) montrent que les contraintes financières des ménages à faibles revenus réduisent leur capacité à investir dans des activités productives, exacerbant ainsi les inégalités et limitant leur participation à la croissance économique. De même, l'étude de Beck, Demirguc-Kunt et Levine (2007) souligne que l'inclusion financière joue un rôle clé dans la réduction des inégalités et la stimulation de la croissance économique dans les pays en développement. Alesina et Perotti (1996) intègrent les conflits sociaux dans leur analyse et montrent que des inégalités initialement élevées peuvent conduire à des troubles sociaux, qui à leur tour réduisent les niveaux d'investissement et ont un impact négatif sur la croissance économique. Aisen et Veiga (2013) démontrent que l'instabilité politique, souvent alimentée par les inégalités initiales, réduit la croissance en augmentant l'incertitude et en affaiblissant les droits de propriété, ce qui réduit à son tour les investissements.

De même, Cerra et al. (2021) montrent que les conflits sociaux amplifiés par les inégalités entravent le développement économique et accentuent la pauvreté. Barro (2000) souligne également la perte de ressources productives lorsque les couches défavorisées de la population se réfugient dans des pratiques illicites, voire criminelles, ou se rebellent contre l'ordre politique faute d'alternatives. Fajnzylber et al. (1998), pour leur part, affirment que les inégalités de revenus et de richesse ont un effet haussier sur le taux de criminalité et, par conséquent, un effet négatif sur la croissance économique. Sugiharti et al. (2023), dans une étude sur l'Indonésie, constatent que des niveaux d'inégalités plus élevés sont associés à des taux de criminalité élevés, qui nuisent à la croissance économique en réorientant les ressources vers la lutte contre la criminalité plutôt que vers des activités productives.

## 2.3. Le rôle de la gouvernance

La littérature soulignant le rôle de la gouvernance dans le triangle *croissance-inégalité-pauvreté* se concentre sur son impact sur la croissance économique, d'une part, et sur les inégalités de revenus, d'autre part.

En ce qui concerne l'effet de la gouvernance sur la croissance économique, la théorie du « sand the wheels » soutient que la corruption aurait un effet négatif sur la croissance économique en modifiant les objectifs du gouvernement et en détournant les ressources des objectifs publics

vers des objectifs privés (Méon et Sekkat, 2005, Aidt, 2009 ; Nur-tegin et Jakee, 2020). La théorie du « *grease the wheels* », quant à elle, soutient que la corruption favoriserait la croissance économique en agissant comme un « *lubrifiant qui facilite la création d'entreprises et rend les économies plus efficaces* » en présence d'une bureaucratie (Acemoglu et Verdier, 2000 ; Heckelman & Powell, 2010 et Johnson & al. 2011).

L'instabilité politique, quant à elle, aurait un effet négatif sur la croissance en affaiblissant la capacité des pays à accumuler du capital humain et à attirer les investissements directs étrangers (Bassil et al. 2018 ; Benhabib et al. 1992). Quant à l'efficacité du gouvernement, elle aurait un impact positif et significatif sur la croissance économique grâce à une meilleure répartition des dépenses publiques entre les investissements dans le capital humain et physique de qualité (Castellucci et Coromaldi, 2021). En ce qui concerne la variable « voix et responsabilité », des travaux montrent qu'elle aurait un effet bénéfique sur la croissance (Azimi, 2022 ; Mahran, 2022). Le débat persiste quant à l'effet de la qualité de la réglementation sur la croissance économique, certaines études suggérant un effet négatif (Stankov et Petar, 2010), tandis que d'autres constatent un effet positif (Abdelaziz et Mohamed, 2021).

En ce qui concerne l'effet de la gouvernance sur les inégalités, Caren et al. (2017) démontrent que l'instabilité survient souvent en réponse à des crises économiques et à des inégalités croissantes, ce qui pourrait conduire à des réformes politiques visant à réduire les inégalités. L'étude menée par le Chr. Michelsen Institute (2012) montre cependant que ces mouvements pourraient conduire à des politiques publiques qui, bien que motivées par des idéaux égalitaires, pourraient s'avérer inefficaces pour réduire les inégalités. Dincer & Gunalp (2008) montrent que la corruption accroît les inégalités de revenus et la pauvreté aux États-Unis. Elle pourrait toutefois réduire les inégalités de revenus dans les pays en développement (Keneck-Massil, Nomo-Beyala & Owoundi, 2021). La plupart des travaux montrent que la relation entre corruption et inégalités de revenus varie en fonction de facteurs tels que la gouvernance, la répartition du pouvoir politique et le contexte régional (Pedauga, Pedauga et Delgado-Márquez 2017). Pour Sonora (2019), l'amélioration du système judiciaire aurait réduit les inégalités et la pauvreté dans les pays d'Amérique latine, ce qui n'aurait pas été le cas dans d'autres régions en développement. L'efficacité du gouvernement, quant à elle, aurait un effet significatif sur les inégalités grâce à de meilleures règles décisionnelles régissant la politique d'emploi public et l'allocation des capitaux (Clements, de Mooij, Gupta et Keen, 2015 ; Patmasiriwat, 2015 ; Cyrek, 2019 ; Turnovsky et Erauskin, 2021).

### 3. Modélisation empirique

Notre analyse empirique utilise des données de panel couvrant 23 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2003-2020, soit 414 observations. La plupart de ces données provient de la base de données de la Banque mondiale, y compris la stabilité politique, qui est dérivée des indicateurs mondiaux de gouvernance (WGI), et l'indice de Gini, qui est obtenu à partir de plusieurs sources telles que la base de données sur la qualité du gouvernement (QoG), la base de données mondiales sur les inégalités et les rapports nationaux. Nos modèles comprennent une variable dépendante, la pauvreté, mesurée par le pourcentage de la population vivant dans l'extrême pauvreté, et plusieurs variables explicatives, notamment la croissance économique mesurée par le taux de croissance du PIB par habitant, les inégalités de revenus mesurées par l'indice de Gini et la gouvernance mesurée par la stabilité politique et l'absence de violence. Nous incluons également des termes d'interaction entre la croissance et les inégalités, la croissance et la gouvernance, et les inégalités et la gouvernance. Les variables de contrôle sont l'ouverture commerciale, l'inflation et les investissements directs étrangers (IDE).

**Tableau 1 : Statistiques descriptives**

Variable	Obs.	Moyenne	Écart type	Min	Max
Extrême pauvreté	414	17,159	11,05	3,1	47,4
GINI	414	55,77	7,327	35,541	74,244
Croissance	414	1,687	3,767	-20,08	15,688
IDE	414	3,916	5,879	-18,918	39,811
Ouverture	414	9,441e+11	2,037e+12	8,050e+09	1,166e+13
GINIPIB	414	94,415	210,994	-1132,723	845,788
Stabilité	414	-0,437	0,808	-2,523	1,117
PIBSTAB	414	-0,682	3,84	-17,553	12,624
GINISTAB	414	-22,622	41,227	-129,875	64,648
Inflation	414	5,74	5,534	-3,233	44,357

Source : auteurs

Les statistiques descriptives (tableau 1) montrent une forte hétérogénéité : le taux de pauvreté varie de 3,1 % à 47,4 %, l'indice de Gini de 35,5 à 74,2 et l'indice de stabilité politique de -2,52 à +1,11.

Notre contribution empirique est triple. Premièrement, au-delà de l'opposition entre la causalité dans le sens *croissance-inégalité-pauvreté* (Déolalikar, 2002 ; Dollar et Kraay, 2002 ; Rangel et al. 2006) et la causalité dans le sens *inégalité-croissance-pauvreté* (Persson et Tabellini, 1994 ; Panizza, 2000 ; Partridge & Rickman, 2005 ; Rangel et al. 2006) observée dans la littérature, nous ajoutons l'approche de l'interaction entre croissance et inégalités et l'effet de cette nouvelle variable sur la pauvreté, englobant ainsi les deux sens de causalité dans une seule variable. Deuxièmement, contrairement à la littérature qui se concentre généralement sur l'effet direct de la gouvernance sur la croissance économique, les inégalités et la pauvreté, nous optons pour une approche intégrative qui permet d'analyser l'effet indirect des inégalités et de la croissance économique sur la pauvreté *via la gouvernance* en créant les variables d'interaction *gouvernance-inégalités* et *gouvernance-croissance économique*. L'objectif est de vérifier si une meilleure gouvernance peut modifier l'effet des inégalités sur la pauvreté, tout en garantissant que la croissance économique puisse aller de pair avec la réduction de la pauvreté. La troisième contribution consiste à utiliser l'économétrie non linéaire avec des effets de seuil (Hansen, 1999) pour montrer qu'en dessous et au-dessus d'un certain niveau de gouvernance, les variables d'interaction précédentes peuvent avoir des effets différents sur la réduction de la pauvreté.

### 3.1. Modélisation linéaire dynamique à la Blundell et Bond (1998)

Notre stratégie empirique s'appuie sur l'estimateur GMM en système développé par Blundell et Bond (1998) pour quatre raisons principales. Premièrement, la nature dynamique de la pauvreté nécessite l'inclusion de la variable dépendante décalée parmi les variables explicatives, créant une endogénéité que les méthodes traditionnelles ne peuvent pas traiter. Deuxièmement, notre analyse est confrontée à de multiples problèmes d'endogénéité : causalité inverse entre la croissance, les inégalités et la pauvreté ; variables omises corrélées aux variables explicatives, et erreurs de mesure inhérentes aux données des pays en développement. Troisièmement, la structure de notre panel (23 pays sur 19 ans) correspond à un panel court dans lequel l'estimateur Within souffre du biais de Nickell. Le système GMM, en combinant des équations en différences et en niveaux instrumentés par des valeurs retardées, exploite efficacement les conditions de moment tout en contrôlant l'hétérogénéité non observée. Quatrièmement, cette méthode est particulièrement bien adaptée aux variables persistantes

telles que la pauvreté, pour lesquelles le GMM en différence standard (Arellano et Bond, 1991) serait moins efficace.

Ainsi, sur la base de l'estimateur GMM de Blundell et Bond (1998), nous procérons à l'estimation empirique des trois systèmes d'équations ci-dessous :

$$\begin{cases} \Delta \text{Extrême pauvreté}_{i,t} = \beta \Delta \text{Extrême pauvreté}_{i,t-1} + \alpha \Delta \text{GINIPIB}_{i,t} + \delta \Delta \mathbf{X}_{i,t} + \Delta v_t + \Delta \varepsilon_{i,t} \\ \text{Extrême pauvreté}_{i,t} = \beta \text{Extrême pauvreté}_{i,t-1} + \alpha \text{GINIPIB}_{i,t} + \delta \mathbf{X}_{i,t} + v_t + \varepsilon_{i,t} \end{cases} \quad (1)$$

$$\begin{cases} \Delta \text{Extrême pauvreté}_{i,t} = \beta \Delta \text{Extrême pauvreté}_{i,t-1} + \alpha \Delta \text{STABGINI}_{i,t} + \delta \Delta \mathbf{X}_{i,t} + \Delta v_t + \Delta \varepsilon_{i,t} \\ \text{Extrême pauvreté}_{i,t} = \beta \text{Extrême pauvreté}_{i,t-1} + \alpha \text{STABGINI}_{i,t} + \delta \mathbf{X}_{i,t} + v_t + \varepsilon_{i,t} \end{cases} \quad (2)$$

$$\begin{cases} \Delta \text{Extrême pauvreté}_{i,t} = \beta \Delta \text{Extrême pauvreté}_{i,t-1} + \alpha \Delta \text{STABPIB}_{i,t} + \delta \Delta \mathbf{X}_{i,t} + \Delta v_t + \Delta \varepsilon_{i,t} \\ \text{Extrême pauvreté}_{i,t} = \beta \text{Extrême pauvreté}_{i,t-1} + \alpha \text{STABPIB}_{i,t} + \delta \mathbf{X}_{i,t} + v_t + \varepsilon_{i,t} \end{cases} \quad (3)$$

L'extrême pauvreté est la variable endogène qui s'explique par sa valeur décalée d'une période, les variables d'interaction *inégalités-croissance économique* (GINIPIB) (voir équation 1), *stabilité politique-inégalités* (STABGINI) (voir équation 2), *stabilité politique-croissance économique* (STABPIB) (voir équation 3), et une matrice X de variables de contrôle contenant les variables suivantes : inflation, investissement direct étranger (IDE) et ouverture commerciale (OUVERTURE).  $v_t$  est l'effet spécifique au temps et  $\varepsilon_{i,t}$  l'erreur de mesure.

**Tableau 2 : Résultats estimés du GMM (Blundell et Bond, 1998)**

Variables	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
Extrême pauvreté	0,286*** (0,084)	0,124 (0,065)	0,176 (0,059)
L.1			
GINIPIB	-0,002*** (0,000)	----- -----	----- -----
STABGINI	----- -----	-0,021*** (0,006)	----- -----
STABPIB	----- -----	----- -----	-0,071*** (0,016)
INFLATION	0,077 (0,008)	0,054 (0,011)	0,12 (0,007)
IDE	-0,186*** (0,017)	-0,238*** (0,035)	-0,202*** (0,051)
OUVERTURE	-0,851*** (0,000)	-1,11*** (1,33)	-1,43*** (1,88)
Constante	1,784*** (1,041)	1,815*** (1,175)	1,783*** (0,767)
AR (1)	0,061	0,047	0,03
AR (2)	0,34	0,147	0,74
Sargan	0,993	0,985	0,991
Nombre d'observations	414	414	414

Erreurs types entre parenthèses

\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1

L'effet AR (1) est accepté, tandis que l'effet AR (2) est rejeté dans les trois modèles. Par conséquent, les résultats ne souffrent pas d'un problème d'autocorrélation des résidus. Le test de Sargan montre également que les instruments sont valides dans les trois modèles. Le décalage de premier ordre de l'extrême pauvreté a un effet positif et significatif sur sa valeur actuelle dans les trois modèles. Ainsi, plus la population est pauvre, plus elle le sera dans les années à venir, et vice versa. Ce résultat souligne l'importance de mettre en œuvre des politiques efficaces de lutte contre la pauvreté afin de réduire durablement le taux de pauvreté. L'interaction entre la variable *croissance économique-inégalité* a un effet négatif et significatif sur le taux de pauvreté. Cela signifie qu'une croissance accompagnée d'une réduction des inégalités dans la répartition des revenus réduit l'extrême pauvreté. Cela peut également signifier que les politiques qui réduisent les inégalités de revenus ont un impact positif sur la croissance économique, tout en étant favorable à la réduction du taux de pauvreté.

L'interaction entre la variable *gouvernance-inégalités* a un effet négatif et significatif sur le taux de pauvreté. Ce résultat montre que la stabilité politique et l'absence de violence sont des éléments fondamentaux pour que l'indice de GINI ait une influence négative sur la dynamique du taux de pauvreté. En effet, de nombreuses études ont montré que la lutte contre les inégalités favorise la stabilité politique dans de nombreux pays en développement (Nel, 2003 ; Dutt & Mitra, 2008), mais aussi que la stabilité politique peut avoir un impact positif sur la lutte contre les inégalités (Shehzadi et al. 2019 ; Khan et al. 2023). Notre résultat complète et renforce cette littérature empirique.

L'interaction entre la variable « *gouvernance* » et la variable « *croissance économique* » a un effet négatif et significatif sur la dynamique de l'extrême pauvreté. Ainsi, une augmentation de la croissance économique dans un pays où règnent la stabilité politique et l'absence de violence s'accompagne d'une réduction de la pauvreté. De nombreuses études empiriques ont démontré que la croissance économique peut favoriser la stabilité politique (Paldam, 1998 ; Cebula, 2011) et *vice versa* (Feng, 1997 ; Aisen & Veiga 2013 ; Uddin et al. 2017). Nos résultats montrent que cette causalité inverse positive entraîne une réduction de l'extrême pauvreté.

Nos résultats montrent également qu'une inflation plus élevée augmente la pauvreté, mais que les investissements directs étrangers et l'ouverture commerciale ont également des effets négatifs significatifs sur la dynamique du taux de pauvreté. En effet, l'inflation augmente la pauvreté principalement en réduisant le pouvoir d'achat des ménages pauvres et en limitant leur accès à l'épargne et au crédit, tout en affaiblissant l'efficacité des politiques sociales (Easterly & Fischer, 2001 ; Datt & Ravallion, 2002 ; De Hoyos & Medvedev, 2011). Ces effets sont particulièrement prononcés dans les pays où la gouvernance est faible et la vulnérabilité institutionnelle élevée (Loayza & Raddatz, 2010 ; Ivanic & Martin, 2014). L'ouverture commerciale et les investissements directs étrangers (IDE) contribuent à réduire la pauvreté dans les pays en développement d'Afrique subsaharienne en stimulant la croissance économique et en favorisant la création d'emplois, tout en améliorant l'accès aux marchés internationaux et aux technologies (Dollar & Kraay, 2004 ; Winters et al. 2004 ; Alfaro et al. 2004). Ces effets sont particulièrement significatifs dans les contextes où les institutions et la stabilité politique permettent une meilleure absorption des flux extérieurs et une répartition plus équitable des bénéfices de la croissance (Borensztein et al. 1998 ; Carkovic & Levine, 2005).

**Tableau 3 : Test de robustesse**

Variables	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5	Modèle 6
-----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------

Extrême pauvreté L.1	0,391*** (0,066)	0,444 (0,065)	0,141 (0,025)	0,075 (0,046)	0,423 (0,064)	0,331 (0,075)
GINIPIB	-0,002*** (0,000)	-0,002*** (0,000)	-----	-----	-----	-----
STABGINI	-----	-----	-----	-----	-0,008*** (0,003)	-0,053*** (0,009)
STABPIB	-----	-----	-0,077*** (0,019)	-0,068*** (0,018)	-----	-----
PIB	-0,018*** (0,005)	-----	-0,026*** (0,008)	-----	-----	-----
GINI	-----	0,203*** (0,024)	-----	-----	0,281*** (0,046)	-----
STABILITÉ POLITIQUE	-----	-----	-----	-1,634*** (0,516)	-----	-0,269*** (0,113)
INFLATION	0,022 (0,004)	0,023 (0,004)	0,116 (0,011)	0,103 (0,006)	0,079 (0,013)	0,032 (0,006)
IDE	-0,017*** (0,007)	-0,014*** (0,007)	-0,211*** (0,053)	-0,175*** (0,047)	-0,009*** (0,004)	-0,008*** (0,003)
OUVERTURE	-0,125*** (0,03)	-0,176*** (0,555)	-0,127*** (0,246)	-0,158*** (0,277)	-0,188*** (0,921)	-0,854*** (0,118)
Constante	0,089 (0,074)	0,153 (0,067)	0,176*** (0,132)	0,171 (0,142)	0,158 (0,284)	0,949 (0,409)
AR (1)	0,047	0,015	0,023	0,005	0,001	0,011
AR (2)	0,73	0,6	0,91	0,114	0,302	0,303
Sargan	0,995	0,991	0,99	0,989	0,993	0,986
Nombre d'observations	414	414	414	414	414	414

Erreurs types entre parenthèses

\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1

La robustesse des résultats obtenus à partir de l'estimation GMM en système est testée en effectuant une seconde estimation avec l'ajout des effets directs. Ainsi, les modèles 1' et 2' sont des répliques du modèle 1 du tableau 2, en ajoutant l'effet direct de la croissance sur la pauvreté dans le modèle 1' et l'effet direct de l'indice GINI sur la pauvreté dans le modèle 2'. Les modèles 3' et 4' sont des répliques du modèle 2 du tableau 2, auxquels on ajoute l'effet direct de la croissance économique sur la pauvreté dans le modèle 3' et l'effet direct de la stabilité politique sur la pauvreté dans le modèle 4'. Enfin, les modèles 5' et 6' sont des répliques du modèle 3 du tableau 2, auxquels on ajoute l'effet direct de l'indice GINI sur la croissance économique dans le modèle 5' et l'effet direct de la stabilité politique sur la pauvreté dans le modèle 6'.

Tous les effets AR (1) sont validés, et les effets AR (2) sont rejetés. Les différents modèles estimés ne souffrent donc pas du problème d'autocorrélation des résidus. De plus, tous les tests de Sargan sont supérieurs à 0,05 ; ce qui confirme la validité des instruments utilisés. Le

décalage de premier ordre de la pauvreté a un effet positif et significatif sur sa valeur actuelle dans tous les modèles, confirmant le résultat de l'autoperpétuation des inégalités trouvé dans le tableau 2. Les trois variables d'interaction, à savoir la croissance économique multipliée par l'indice GINI (GINIPIB), la croissance économique multipliée par la stabilité politique (STABPIB) et la stabilité politique multipliée par l'indice GINI (STABGINI), ont toutes des effets négatifs et significatifs sur la pauvreté. Nous constatons également que la croissance économique et la stabilité politique ont des effets négatifs et significatifs sur la pauvreté, tandis qu'une augmentation de l'indice GINI a un effet positif et significatif sur la pauvreté. Ainsi, le renforcement de la gouvernance et la croissance économique contribuent à réduire l'effet des inégalités sur la pauvreté. La stabilité politique renforce également l'effet négatif de la croissance sur la pauvreté. Ces résultats sont cohérents avec ceux du tableau 2, ce qui confirme leur robustesse. Nous constatons également que les résultats des variables de contrôle sont cohérents avec ceux du tableau 2. L'inflation agrave la pauvreté dans tous les modèles, tandis que les IDE et l'ouverture commerciale la réduisent.

### 3.2. Modélisation non-linéaire à effet de seuil à la Hansen (1999)

Après avoir démontré que la stabilité politique est un facteur important dans le triangle *croissance-inégalité-pauvreté*, cette sous-section vise à examiner s'il existe des valeurs seuils de l'indice de stabilité politique et d'absence de violence au-delà desquelles l'effet des variables d'interaction dans la réduction de la pauvreté devient plus fort. À cette fin, nous estimons les trois équations suivantes à l'aide du modèle non linéaire à effet de seuil développé par Hansen (1999). Ce modèle repose sur une régression à seuil dans un cadre de données de panel. Il permet la détection endogène d'un ou de plusieurs points de rupture dans la relation entre une variable dépendante et ses déterminants, à l'aide d'une variable de transition (dans ce cas, la stabilité politique). Plus précisément, la valeur seuil est estimée en minimisant la somme des résidus au carré, et sa signification est testée à l'aide d'une procédure *bootstrap* basée sur la statistique du rapport de vraisemblance. Cette approche présente l'avantage de saisir la non-linéarité des effets économiques sans imposer de forme fonctionnelle préalable et de distinguer les comportements des pays en fonction de leur niveau de gouvernance. Elle permet ainsi d'identifier les régimes politiques « à faible stabilité » et « à forte stabilité » et d'analyser comment les interactions entre la gouvernance, la croissance économique et les inégalités influencent différemment la pauvreté dans ces régimes :

$$\text{Extrême pauvreté} = \theta + \beta_0 \text{GINIPIB}_{i,t} + X_{i,t}(\text{Stabilité} < -0.104)\beta_1 + X_{i,t}(\text{Stabilité} \geq -0.104)\beta_2 + v_t + \epsilon_{i,t} \quad (4)$$

$$\text{Extrême pauvreté} = \theta + \beta_0 \text{STABGINI}_{i,t} + X_{i,t}(\text{Stabilité} < -0.195)\beta_1 + X_{i,t}(\text{Stabilité} \geq -0.195)\beta_2 + v_t + \epsilon_{i,t} \quad (5)$$

$$\text{Extrême pauvreté} = \theta + \beta_0 \text{STABPIB}_{i,t} + X_{i,t}(\text{Stabilité} < -0.134)\beta_1 + X_{i,t}(\text{Stabilité} \geq -0.134)\beta_2 + v_t + \epsilon_{i,t} \quad (6)$$

**Tableau 4 : Résultats estimés pour Hansen (1999)**

VARIABLES	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3
	Seuil	Seuil	Seuil
GINIPIB_0	-0,104 *** (0,001)	-0,195 -----	-0,134 -----

GINIPIB_1	-0,02 *	-----	-----
	(0,000)	-----	-----
STABGINI_0	-----	-0,003	-----
		(0,007)	-----
STABGINI_1	-----	-0,012**	-----
		(0,006)	-----
STABPIB_0	-----	-----	0,088***
			(0,041)
STABPIB_1	-----	-----	-0,061***
			(0,023)
INFLATION_0	0,055***	0,108***	0,046
	(0,026)	(0,043)	(0,029)
INFLATION_1	0,006	0,009	0,017
	(0,014)	(0,013)	(0,014)
IDE_0	-0,118***	-0,093	-0,103***
	(0,033)	(0,044)	(0,034)
IDE_1	-0,006	-0,013	-0,002
	(0,017)	(0,016)	(0,017)
OUVERTURE_0	1,13	-7,82	-5,58
	(0,337)	(0,857)	(0,35)
OUVERTURE_1	-1,44	-1	-2,02
	(0,212)	(1,84)	(2,08)
Constante	-0,083	-0,055	-0,062
	(0,073)	(0,082)	(0,073)
Nombre d'observations	437	437	437

Erreurs types entre parenthèses  
\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1

Les résultats du modèle 1 montrent que le seuil de stabilité politique est de -0,104, estimé à l'aide de l'approche non linéaire de Hansen (1999) et confirmé comme significatif par le test de Fisher, validant l'existence de deux régimes distincts. L'interaction GINIPIB (croissance × inégalité) a un effet négatif sur la pauvreté en dessous du seuil et devient plus forte au-dessus de celui-ci, le coefficient passant de -0,003 à -0,02. Cela indique que lorsque la stabilité politique est faible, la croissance concentrée entre les mains des riches a peu ou pas d'effet sur la réduction de la pauvreté. Il est donc recommandé de renforcer la stabilité politique afin qu'elle modère positivement l'impact de la croissance et des inégalités, et de mettre en œuvre des politiques de redistribution, des investissements dans l'emploi pour les ménages vulnérables et le développement des services sociaux afin d'assurer une réduction durable de la pauvreté.

Dans le modèle 2, le seuil de stabilité politique est de -0,195, également significatif selon le test de Fisher, ce qui confirme la pertinence de diviser l'échantillon en deux régimes. L'interaction STABGINI (gouvernance × inégalités) n'est pas significative en dessous du seuil, mais devient négative et significative au-dessus, ce qui montre que la stabilité politique est nécessaire pour que la gouvernance modère l'effet des inégalités sur la pauvreté. Ces résultats soulignent l'importance de consolider les institutions et la gouvernance, d'intensifier les programmes sociaux et fiscaux en faveur des pauvres et de promouvoir la cohésion sociale et le dialogue national afin de créer un environnement propice à une réduction durable de la pauvreté, même en présence d'inégalités persistantes.

Le modèle 3 complète cette analyse en examinant l'interaction STABPIB (stabilité × croissance), avec un seuil de -0,134, également significatif selon le test de Fisher. En dessous de ce seuil, la croissance économique profite principalement aux élites et exacerbe la pauvreté, tandis qu'au-dessus, elle réduit considérablement le taux de pauvreté. Cela confirme que la stabilité politique joue un rôle modérateur essentiel. Dans un environnement stable, la croissance devient un levier efficace pour réduire la pauvreté. Il est donc recommandé de consolider les institutions, d'assurer la transparence et la prévisibilité des politiques, et de renforcer la cohésion sociale. Associées à des politiques redistributives et à des investissements ciblés en faveur des ménages vulnérables, ces mesures maximisent l'effet positif de la croissance sur la réduction durable de la pauvreté.

En ce qui concerne les investissements directs étrangers (IDE), les coefficients associés (IDE<sub>0</sub> et IDE<sub>1</sub>) sont négatifs dans les deux régimes et significatifs dans le premier, ce qui indique que les IDE contribuent à la réduction de la pauvreté quel que soit le niveau de stabilité politique, avec un effet plus marqué dans le cas d'une gouvernance stable. Ce résultat confirme que les IDE favorisent une croissance inclusive en stimulant l'emploi, en facilitant le transfert de technologies et en renforçant l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (Borensztein et al. 1998 ; Alfaro et al. 2004 ; Dollar & Kraay, 2004). Cependant, dans des contextes d'instabilité politique, leurs effets bénéfiques restent plus limités en raison d'un environnement économique incertain et de cadres institutionnels faibles.

**Tableau 5 : Test de robustesse**

	<b>Modèle 1</b>	<b>Modèle 2</b>	<b>Modèle 3</b>	<b>Modèle 4</b>
VARIABLES	Seuil -0,109	Seuil -0,104	Seuil -0,073	Seuil -0,195
GINIPIB_0	-0,003*** (0,001)	-0,003*** (0,001)	-----	-----
GINIPIB_1	-0,005* (0,000)	-0,006* (0,000)	-----	-----
STABGINI_0	-----	-----	-----	-0,001 (0,013)
STABGINI_1	-----	-----	-----	-0,012* (0,006)
STABPIB_0	-----	-----	0,059* (0,037)	-----
STABPIB_1	-----	-----	-0,074*** (0,024)	-----
PIB_0	0,003 (0,046)	-----	-0,059** (0,034)	-----
PIB_1	-0,085*** (0,032)	-----	-0,069*** (0,024)	-----
GINI_0	-----	-0,021 (0,03)	-----	-0,018 (0,032)
GINI_1	-----	-0,028 (0,031)	-----	-0,014 (0,032)
INFLATION_0	0,059 (0,027)	0,049 (0,026)	0 (0,026)	0,104 (0,043)
INFLATION_1	0,006	0,006	0,011	0

	(0,014)	(0,014)	(0,014)	(0,013)
IDE_0	- 0,118***	-0,127***	-0,093***	-0,093***
	(0,033)	(0,033)	(0,032)	(0,044)
IDE_1	-0,003	-0,005	-0,002	-0,013
	(0,017)	(0,017)	(0,017)	(0,016)
OUVERTURE_0	0,386	- 0,514	0,296	-0,733
	(0,332)	(0,338)	(0,282)	(0,891)
OUVERTURE_1	- 0,432	-0,115	-0,767	-0,897
	(0,211)	(0,209)	(0,229)	(0,181)
Constante	-0,033	0,139	0,047	0,783
	(0,091)	(0,173)	(0,08)	(0,178)
Nombre d'observations	437	437	437	437

Erreurs types entre parenthèses

\*\*\* p<0,01, \*\* p<0,05, \* p<0,1

Nous analysons la robustesse des résultats du tableau 4, qui ne contiennent que les effets indirects des variables d'intérêt. Pour ce faire, nous intégrons les effets directs et indirects dans la même estimation dans le tableau 5. La première observation est que la relation non linéaire selon les seuils de gouvernance est maintenue. Comme dans le tableau 3, les interactions entre la croissance économique et l'indice GINI (GINIPIB), la croissance économique et la stabilité politique (STABPIB), et la stabilité politique et l'indice GINI (STABGINI) réduisent la pauvreté. Les effets sont plus importants avec le renforcement de la gouvernance au-delà des seuils constatés. L'effet direct de la croissance sur la pauvreté est également plus important au-dessus des seuils de gouvernance. Dans l'ensemble, comme dans le tableau 3, les résultats en matière de réduction de la pauvreté sont meilleurs lorsque les seuils de gouvernance sont dépassés. Cela prouve donc la robustesse des résultats. En fin de compte, la stabilité politique semble être un facteur qui renforce la lutte contre la pauvreté dans les pays de l'échantillon en permettant à la croissance de réduire à la fois les inégalités et la pauvreté.

#### 4. Conclusion

Cette étude explore comment la stabilité politique et l'absence de violence influencent les interactions entre la croissance, les inégalités et la pauvreté dans plusieurs pays africains particulièrement fragiles. Les résultats obtenus à partir des modèles linéaires estimés montrent que toutes les interactions étudiées ont un effet négatif et significatif sur la pauvreté, confirmant l'importance de ces interactions dans la réduction durable du taux de l'extrême pauvreté. L'interaction entre la croissance et les inégalités indique que la croissance accompagnée d'une réduction des inégalités peut contribuer à réduire la pauvreté. L'interaction entre la gouvernance et les inégalités souligne que la stabilité politique et l'absence de violence sont essentielles pour que la réduction des inégalités se traduise par une réduction de la pauvreté. Enfin, l'interaction entre la gouvernance et la croissance économique montre que la croissance est plus efficace lorsque la stabilité politique prévaut. Les résultats obtenus à partir du modèle non linéaire à la Hansen (1999) enrichissent ces conclusions en soulignant le rôle modérateur crucial de la stabilité politique. Selon les seuils estimés, ces interactions ont un effet bénéfique plus prononcé dans les pays où la stabilité institutionnelle est plus forte. Ces résultats confirment donc que la stabilité politique renforce l'efficacité des interactions entre la croissance, les inégalités et la gouvernance dans la réduction de la pauvreté.

En fin de compte, pour les pays africains fragiles étudiés, il est crucial de renforcer la stabilité politique et l'absence de violence, afin que les interactions étudiées puissent produire

pleinement leurs effets positifs. Cela nécessite de consolider les institutions, de respecter l'État de droit, d'assurer la transparence des décisions publiques et de prévenir les conflits, garantissant ainsi un environnement stable et sûr. Ces mesures sont susceptibles de permettre à la gouvernance de jouer pleinement son rôle modérateur dans la réduction durable de l'extrême pauvreté.

## Références

- Abdelaziz, S., & Ayman Mohamed, E. (2021). Institutional Quality and Economic Growth (An Empirical analysis on MENA region). In Cairo University & Misr International University, *Institutional Quality and Economic Growth (an Empirical Analysis on MENA Region)* (pp. 325–328).
- Acemoglu, D., & Verdier, T. (2000). The choice between market failures and corruption. *American Economic Review*, 90(1), 194-211.
- Adeleye, B. N., Gershon, O., Ogundipe, A., Owolabi, O., Ogunrinola, I., & Adediran, O. (2020). Comparative investigation of the growth-poverty-inequality trilemma in Sub-Saharan Africa and Latin American and Caribbean Countries. *Heliyon*, 6(12).
- Aghion, P., Bergeaud, A., Cette, G., Lecat, R., & Maghin, H. (2019). Coase lecture-the inverted-U relationship between credit access and productivity growth. *Economica*, 86(341), 1-31.
- Aghion, P., Caroli, E., & Garcia-Penalosa, C. (1999). Inequality and economic growth: the perspective of the new growth theories. *Journal of Economic literature*, 37(4), 1615-1660.
- Aidt, T. S. (2009). Corruption, institutions, and economic development. *Oxford review of economic policy*, 25(2), 271-291.
- Aisen, A., & Veiga, F. J. (2013). How does political instability affect economic growth? *European Journal of Political Economy*, 29, 151-167.
- Alesina, A., & Perotti, R. (1996). Income distribution, political instability, and investment. *European economic review*, 40(6), 1203-1228.
- Alfaro, L., Chanda, A., Kalemli-Ozcan, S., & Sayek, S. (2004). FDI and economic growth: the role of local financial markets. *Journal of international economics*, 64(1), 89-112.
- Arellano, M., & Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The review of economic studies*, 58(2), 277-297.
- Auci, S., Castellucci, L., & Coromaldi, M. (2021). How does public spending affect technical efficiency? Some evidence from 15 European countries. *Bulletin of Economic Research*, 73(1), 108-130.
- Azimi, M. N. (2022). Revisiting the governance-growth nexus: Evidence from the world's largest economies. *Cogent Economics & Finance*, 10(1), 2043589.
- Barro, R. J. (2000). Inequality and Growth in a Panel of Countries. *Journal of economic growth*, 5(1), 5-32.
- Bassil, C., Hamadi, H., & Bteich, M. (2018). Political instability and its impact on economic growth: The case of Jordan. *International Journal of Emerging Markets*, 13(6), 1732-1750.
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, Inequality and the Poor. *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49.
- Benhabib, J., & Spiegel, M. M. (1992). *The role of human capital and political instability in economic development* (No. 92-24).
- Blundell, R., & Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115-143.
- Borensztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J.-W. (1998). How Does Foreign Direct Investment

- Affect Economic Growth? *Journal of International Economics*, 45(1), 115–135.
- Bourgignon, F. (2004). *The poverty-growth-inequality triangle* (No. 125). Working paper.
- Caren, N., Gaby, S., & Herrold, C. (2017). Economic breakdown and collective action. *Social Problems*, 64(1), 133-155.
- Carkovic, M., & Levine, R. (2005). Does Foreign Direct Investment Accelerate Economic Growth? In T. Moran et al. (Eds.), *Does Foreign Direct Investment Promote Development?* Institute for International Economics.
- Cebula, R. J. (2011). Economic Growth, Ten Forms of Economic Freedom, and Political Stability: An Empirical Study Using Panel Data, 2003-2007. *Journal of Private Enterprise*, 26(2).
- Cerra, V., Fatás, A., & Saxena, S. C. (2021). Hysteresis and Business Cycles. *IMF Working Papers*, 2021(068).
- Chr. Michelsen Institute. (2012). Exploring the relationship between socio-economic inequalities and political instability. *Chr. Michelsen Institute*.
- Clements, M. B. J., de Mooij, R. A., Gupta, M. S., & Keen, M. M. (2015). *Inequality and fiscal policy*. International Monetary Fund.
- Cyrek, M. (2019). Government social spending in the EU countries: efficiency in poverty and income inequality reduction. *Equilibrium. Quarterly Journal of Economics and Economic Policy*, 14(3), 405-424.
- Datt, G., & Ravallion, M. (2002). Is India's Economic Growth Leaving the Poor Behind? *Journal of Economic Perspectives*, 16(3), 89–108.
- De Hoyos, R., & Medvedev, D. (2011). Poverty Effects of Higher Food Prices: A Global Perspective. *World Bank Economic Review*, 25(3), 345–372.
- Deolalikar, A. B. (2003). Poverty, growth, and inequality in Thailand. In *Poverty, growth, and institutions in developing Asia* (pp. 247-272). London: Palgrave Macmillan UK.
- Dincer, O., & Gunalp, B. (2008). Corruption, income inequality, and poverty in the United States. *Economics of Governance*, 9(3), 245-263.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2002). Growth is good for the poor. *Journal of Economic Growth*, 7(3), 195-225.
- Dollar, D., & Kraay, A. (2004). Trade, Growth, and Poverty. *Economic Journal*, 114(493), F22–F49.
- Dutt, P., & Mitra, D. (2008). Inequality and the Instability of Polity and Policy. *The Economic Journal*, 118(531), 1285-1314.
- Easterly, W., & Fischer, S. (2001). Inflation and the Poor. *Journal of Money, Credit and Banking*, 33(2), 160–178.
- Fajnzylber, P., Lederman, D., & Loayza, N. (1998). Determinants of crime rates in Latin America and the world: an empirical assessment. World Bank Publications.
- Feng, Y. (1997). Democracy, political stability and economic growth. *British journal of political science*, 27(3), 391-418.
- Hansen, B. E. (1999). Threshold Effects in Non-Dynamic Panels: Estimation, Testing, and Inference. *Journal of Econometrics*, 93(2), 345–368.
- Heckelman, J. C., & Powell, B. (2010). Corruption and the institutional environment for growth. *Comparative Economic Studies*, 52(3), 351-378.
- Ivanic, M., & Martin, W. J. (2014). Short-and long-run impacts of food price changes on poverty. World Bank Policy Research Working Paper, (7011).
- Johnson, N. D., LaFountain, C. L., & Yamarik, S. (2011). Corruption is bad for growth (even in the United States). *Public Choice*, 147(3), 377-393.
- Keneck-Massil, J., Nomo-Beyala, C., & Owoundi, F. (2021). Corruption and economic inequality in developing countries. *African Journal of Economic and Sustainable Development*, 10(2), 102-118.

- Khan, H., Weili, L., & Khan, I. (2023). The effect of political stability, carbon dioxide emission and economic growth on income inequality: evidence from developing, high income and Belt Road initiative countries. *Environmental Science and Pollution Research*, 30(3), 6758-6785.
- Kuznets, S. (1955). Economic growth and income inequality. *American Economic Review*, 45(1), 1-28.
- Lechheb, H., Ouakil, H., & Jouilil, Y. (2019). Economic growth, poverty, and income inequality: Implications for lower-And middle-income countries in the era of globalization. *The Journal of Private Equity*, 23(1), 137-145.
- Loayza, N., & Raddatz, C. (2010). The Structural Determinants of Poverty in Developing Countries. World Bank Policy Research Working Paper No. 5151.
- Mahran, H. A. (2022). The Impact of Governance on Economic Growth: Spatial Econometric Approach, *Review of Economics and Political Science*, 8(1), 37-53
- Méon, P. G., & Sekkat, K. (2005). Does corruption grease or sand the wheels of growth? *Public Choice*, 122(1-2), 69-97.
- Nel, P. (2003). Income inequality, economic growth, and political instability in sub-Saharan Africa. *The Journal of Modern African Studies*, 41(4), 611-639.
- Nur-Tegin, K. & Jakee, K. (2020). Does corruption grease or sand the wheels of development? New results based on disaggregated data. *Quarterly Review of Economics and Finance*, 75, 19-30.
- Nuruddeen, T., & Ibrahim, S. S. (2014). An empirical study on the relationship between poverty, inequality and economic growth in Nigeria. *Journal of Economics and Sustainable Development*, 5(26), 20-24.
- Okun, A. M. (1975). *Equality and Efficiency: The Big Tradeoff*. Washington, DC: Brookings Institution Press.
- Paldam, M. (1998, April). Does economic growth lead to political stability? In *The Political Dimension of Economic Growth: Proceedings of the IEA Conference held in San José, Costa Rica* (pp. 171-190). London: Palgrave Macmillan UK.
- Panizza, U. (2002). Income Inequality and Economic Growth: Evidence from American Data. *Journal of Economic Growth*, 7(1), 25-41.
- Partridge, M. D. (2005). Does income distribution affect US state economic growth? *Journal of Regional Science*, 45(2), 363-394.
- Partridge, M. D., & Rickman, D. S. (2005). High-poverty non-metropolitan counties in America: Can economic development help? *International Regional Science Review*, 28(4), 415-440.
- Patmasiriwat, D. (2015). Income Inequality by Income Sources and Effects of Government Transfer: Evidence from Thailand. *Economics and Public Policy Journal*, 6(12), 41-55.
- Pedauga, L. E., Pedauga, L. D., & Delgado-Márquez, B. L. (2017). Corruption and income inequality in Latin America: An empirical analysis. *Journal of Latin American Studies*, 49(4), 713-735.
- Persson, T., & Tabellini, G. (1994). Is Inequality Harmful for Growth? *American Economic Review*, 84(3), 600-621.
- Piketty, T. (2014). *Capital in the Twenty-First Century*. Harvard University Press.
- Rangel, M. A., et al (2006). Economic growth and poverty reduction in Brazil. World Bank.
- Shehzadi, I., Siddique, H. M. A., & Majeed, M. T. (2019). Impact of Political Instability on Economic Growth, Poverty and Income Inequality. *Pakistan Business Review*, 20(4), 825-38.
- Sonora, R. J. (2019). Rule of law and economic development in Latin America. *Journal of Development Economics*, 137, 1-19.
- Stankov, P. (2010). Deregulation, economic growth and growth acceleration. *CERGE-EI Working Paper*, (424).
- Stiglitz, J. E., Sen, A., & Fitoussi, J. P. (2009). Report by the Commission on the Measurement

of Economic Performance and Social Progress.

- Sugiharti, L., Purwono, R., Esquivias, M. A., & Rohmawati, H. (2023). The nexus between crime rates, poverty, and income inequality: A case study of Indonesia. *Economies*, 11(2), 62.
- Turnovsky, S. J., & Erauskin, I. (2022). Productive government expenditure and its impact on income inequality: evidence from international panel data. *Review of World Economics*, 158(1), 331-364.
- Uddin, M. A., Ali, M. H., & Masih, M. (2017). Political stability and growth: An application of dynamic GMM and quantile regression. *Economic Modelling*, 64, 610-625.
- Voitchovsky, S. (2005). Does the Profile of Income Inequality Matter for Economic Growth? *Journal of Economic Growth*, 10(3), 273–296
- Winters, L. A., McCulloch, N., & McKay, A. (2004). Trade Liberalization and Poverty: The Evidence So Far. *Journal of Economic Literature*, 42(1), 72–115